



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Vingt-huitième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE)
26 février 2013, Rabat, Maroc

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane
Directrice, Commission économique pour l'Afrique,
Bureau pour l'Afrique du Nord

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc
Monsieur le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe
Monsieur le représentant du Bureau sortant du CIE
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs
Honorables délégations des Etats membres de la région
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et Régionales
Collègues du Système des Nations Unies
Mesdames et Messieurs ;

C'est avec un plaisir renouvelé que je vous accueille au Maroc et vous souhaite la bienvenue à la réunion annuelle du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du Bureau Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Je vous remercie de votre présence ce matin, parfait témoignage de l'intérêt que vous accordez, toujours plus nombreux, aux travaux de la CEA.

Le contexte international et régional dans lequel se tient la 28^{ème} session du Comité Intergouvernemental d'Experts est ambivalent. Pour les pays et les populations d'Afrique du Nord, qui doivent résolument affermir leur marche vers un développement économique et social durable, plus soutenu et plus inclusif, il est porteur à la fois d'incertitudes et d'espoirs.

Au niveau mondial, en dépit de l'optimisme de certaines prévisions, l'année 2012 s'est caractérisée par un ralentissement de l'économie, avec une croissance moyenne de 2,2%, contre 2,7 en 2011, corollaire des politiques de rigueur budgétaire et autres plans d'austérité mis en œuvre dans plusieurs pays développés et de leurs répercussions immédiates sur la demande extérieure. La faible croissance de l'économie américaine, l'entrée en récession de l'Europe depuis juillet 2012 et le ralentissement observé dans les principaux pays émergents -Chine, Inde et Brésil en particulier- laissent entrevoir des perspectives de relance de l'économie mondiale relativement modestes sur le court et moyen terme.

A l'échelle du Continent, on notera avec un réel intérêt une réaffirmation de la capacité de résilience des économies africaines avec une croissance estimée à 3,3%. Elle s'explique par une demande intérieure portée par une classe moyenne urbaine de plus en plus dynamique, la bonne tenue des cours des matières premières et le renforcement des flux d'échanges avec certains pays émergents, autant de facteurs qui ont permis d'atténuer les effets dépressifs de la baisse de la demande européenne, premier partenaire commercial du Continent.

Il y a là une véritable opportunité à saisir pour mieux positionner nos pays dans l'échiquier mondial.

En Afrique du Nord, 2012 a été marquée par un début de résorption de l'impact des crises politiques de 2011, avec un rebond appréciable de la croissance, estimée en moyenne par la CEA-AN à 2,3%, après une récession à -0,1% en 2011.

Les secteurs les plus affectés par les événements politiques des deux années précédentes, ceux des hydrocarbures, avec la reprise de la production en Libye, et de l'industrie du tourisme en augmentation en Egypte et en Tunisie, ont enregistré une plus forte croissance, sans toutefois être revenus à leurs niveaux de 2010. Les flux d'IDE ont augmenté de 4,5% pour atteindre 18,7 milliards de dollars en 2012, mais restent encore pour 9,3%, en deçà de leurs montants d'avant les chocs intérieurs.

La balance des biens et services est redevenue positive, avec un solde consolidé de 4,9 milliards de dollars, contre un déficit de 14,1 milliards en 2011. Cette performance est néanmoins, pour l'essentiel, corrélée aux exportations d'hydrocarbures et aux cours élevés du pétrole.

Le taux de couverture des importations par les exportations est fortement contrasté d'un pays à un autre, avec comme principal déterminant le statut d'exportateur ou d'importateur net de produits énergétiques.

Pour la plupart des pays, la balance des paiements et les finances publiques restent toutefois en situation de déséquilibre structurel et fortement exposées aux aléas des marchés des hydrocarbures, des prix des produits alimentaires de base et des effets climatiques sur la production céréalière régionale et mondiale.

Sur le plan du développement social, et malgré la diversité des situations spécifiques, on peut raisonnablement continuer d'affirmer que la plupart des cibles des Objectifs du Millénaire pour le Développement devraient être atteintes dans une majorité de pays de la région à l'horizon 2015. Ceci est notamment vrai pour celles relatives à l'éradication de l'extrême pauvreté, à l'éducation pour tous ou à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. A contrario, les cibles en matière d'emploi, de réduction des inégalités et de préservation de l'environnement restent pour tous nos Etats des défis majeurs à relever.

Le taux de chômage, celui des jeunes en particulier, reste structurellement élevé et constitue ainsi une préoccupation centrale pour tous les pays. Après une période de lente diminution entre 2000 et 2008, la tendance est de nouveau à la hausse, du fait des effets conjugués de la faible croissance de l'économie mondiale, de l'impact des troubles politiques et sociaux de 2011 et d'un déficit structurel des économies nord-africaines en matière de création d'emplois.

Une réponse durable à ce défi et à celui de la réduction des inégalités va requérir à la fois une croissance plus soutenue et bénéficiant au plus grand nombre, une mobilisation plus systématique et efficace de nos ressources domestiques afin de soutenir un développement mieux pensé, notamment à travers une planification plus judicieuse, une diversification des partenariats et de l'offre régionale de biens et services et une plus grande sophistication de nos systèmes productifs, encore trop dépendants de l'exploitation et de l'exportation de ressources naturelles.

C'est pour répondre à certains de ces défis que l'agenda de cette 28^{ème} session du CIE a prévu comme thème central de ses travaux la promotion de *la diversification et de la sophistication pour la transformation structurelle des économies en Afrique du Nord*.

Les expériences aussi bien des pays développés que des pays émergents, notamment asiatiques, ont montré que le passage de pays à revenu intermédiaire au rang d'économie émergente passe par une forte diversification de la production. Elles soulignent le rôle de

l'Etat dans ce processus, par la stimulation d'évolutions fortes que le marché seul ne peut induire, en raison de ses imperfections et défaillances, particulièrement dans les pays en développement.

Des sessions spéciales dans le cadre de ce CIE nous offriront l'opportunité d'approfondir la réflexion sur les différentes composantes de cette problématique, notamment l'état actuel de la diversification et de la sophistication en Afrique du Nord, leurs déterminants, les liens entre sophistication, productivité et croissance, l'apport de l'intégration régionale et de l'économie verte - dont les contours sont à définir - le rôle des Etats et des autres acteurs comme le secteur privé et le monde académique.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Cette 28^{ème} session du CIE aura aussi à examiner les rapports élaborés par le Bureau sur un certain nombre de sujets, notamment l'analyse des conditions socio-économiques en Afrique du Nord pour l'année écoulée, les perspectives de l'intégration régionale y compris le programme pluri annuel de coopération CEA-UMA, les progrès réalisés vers l'atteinte des OMD.

Une attention toute particulière sera accordée à l'agenda de développement post 2015, par la présentation du processus, des mécanismes et consultations nationales, régionales et thématiques initiés par le Secrétaire Général des Nations Unies pour guider la réflexion sur ce sujet ainsi que par la poursuite du débat permettant de déterminer de nouveaux objectifs voulus par les pays nord africains.

L'analyse de l'expérience des pays choisis pour faire partie d'un premier groupe de pays pilotes sera pour nous l'occasion d'appeler tous les Etats et les acteurs non étatiques à s'impliquer pleinement dans ce processus, pour une bonne prise en compte des spécificités, priorités et défis de développement de notre région dans l'agenda post 2015. Dans ce cadre, et en accord avec Nelson Mandela qui a dit qu'*on ne devrait pas juger une nation sur la façon dont elle traite ses citoyens les plus riches mais sur son attitude vis-à-vis de ses citoyens les plus pauvres*, une sélection des objectifs permettant d'éliminer toutes les formes de vulnérabilités devra bien sûr être faite. Mais au-delà de cet aspect, nos pays sont invités à réfléchir sur des objectifs plus ambitieux à même de répondre à leur volonté de transformer leurs économies et d'affirmer leur position de manière durable dans le cercle des économies émergentes, où le bien-être est assuré pour l'ensemble des citoyens.

Ces questions seront également débattues au niveau continental, lors de la Conférence des ministres qui aura lieu du 21 au 26 mars à Abidjan, Côte d'Ivoire.

Elle sera l'occasion de présenter les nouvelles orientations que se propose d'adopter la CEA à partir de cette année pour mieux accompagner les efforts de développement de ses Etats membres, à commencer par une meilleure connaissance de leurs économies, à travers notamment une analyse plus fine et rigoureuse de leurs situations et le renforcement de leur capacité statistique. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Excellences, Mesdames et Messieurs

La réunion annuelle de notre Comité Intergouvernemental d'Experts m'offre une nouvelle fois l'occasion d'exprimer, en votre nom à tous, au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et en mon nom personnel, notre sincère gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, au Gouvernement et au peuple marocain, pour leur continuelle sollicitude, leur appui sans faille et la qualité de l'accueil réservé aux participants des activités que nous organisons.

Mes remerciements vont aussi :

- à monsieur le Ministre Baraka pour l'intérêt qu'il porte à nos travaux et qui nous fait l'honneur d'ouvrir cette 28ème édition du CIE
- à Monsieur le Secrétaire Général de l'UMA, grâce à qui la coopération UMA-CEA ne cesse de se développer
- aux représentants de nos Etats Membres,
- aux experts de haut niveau venus enrichir les débats sur les conditions optimales d'une transformation structurelle des économies nord-africaines,
- aux représentants des agences du système des Nations Unies,
- à nos collègues venus du siège de la CEA à AddisAbeba, ainsi qu'aux représentants des organisations régionales, sous-régionales et nationales, du secteur privé et de la société civile et des média.

Il ne me reste donc plus qu'à vous souhaiter des débats enrichissants, plein succès à vos travaux et un agréable séjour au Maroc.

Merci de votre attention.